

LE LONG ÉTÉ DE VINTIMILLE : AUTO-ORGANISATION ET CRIMINALISATION DE LA SOLIDARITÉ À LA FRONTIÈRE FRANCO- ITALIENNE

[Anastasia Barone](#)

La Découverte | « [Mouvements](#) »

2018/1 n° 93 | pages 173 à 179

ISSN 1291-6412

ISBN 9782707199539

DOI 10.3917/mouv.093.0173

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-mouvements-2018-1-page-173.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le long été de Vintimille : auto-organisation et criminalisation de la solidarité à la frontière franco-italienne¹

Vintimille, 4 août 2016 : 300 migrant-e-s quittent le centre de la Croix rouge et marchent en direction de la frontière entre l'Italie et la France. La réaction des forces de l'ordre ne se laisse pas attendre et la journée fait la une des journaux pour les affrontements qui s'ensuivent. Le lendemain le *Corriere della Sera* relaie la déclaration de la police : « Sans aucun doute la manifestation des migrants a été organisée par les No borders »². Cet épisode met en évidence certains des éléments qui ont caractérisé ce qu'Anastasia Barone appelle « le long été de Vintimille », lors duquel ont eu lieu des formes inédites d'auto-organisation des personnes réfugiées. L'article revient sur ces longues périodes de mobilisation qui ont associé des migrants, des activistes et des personnes solidaires dans des nouvelles formes d'alliance, ainsi que sur les nouvelles formes de répression et de criminalisation des migrants et des personnes solidaires qu'elles ont suscitées.

À l'occasion du G7 qui s'est déroulé du 6 au 8 juin 2015 en Allemagne, les accords de Schengen sont suspendus. Des contrôles systématiques sont réintroduits aux frontières, particulièrement entre l'Italie, la France et l'Autriche. Les effets sont immédiats et de nombreux migrants venant du Sud de l'Italie se retrouvent bloqués aux gares de Rome, de Milan et de Vintimille. Une fois réintroduits les accords de Schengen, la situation reste tendue à la frontière entre l'Italie et la France. Les autorités françaises déclarent n'avoir jamais repris les contrôles systématiques ; cependant de nombreux migrants, bloqués à Vintimille, racontent avoir passé la frontière et avoir été reconduits en Italie par les forces de l'ordre françaises. La tension entre la police italienne et la gendarmerie française est toujours plus forte : certains journaux italiens rapportent les déclarations des bénévoles actifs à Vintimille,

PAR ANASTASIA
BARONE*

1. Une version de cet article a été présentée à la conférence International « Crossing the borders, staying, the EU faces migrations » tenue à l'Université de Trento en novembre 2016. Je remercie le Collectif 20K pour la disponibilité et le patient travail de mémoire relatif aux opérations policières à Vintimille.

2. *Corriere della Sera*, 6 août 2016, http://www.corriere.it/cronache/16_agosto_06/polizia-ventimiglia-protesta-migranti-organizzata-no-borders-a5863430-5bf9-11e6-bfed-33aa6b5e1635.shtml

* Activiste et chercheuse indépendante.

pour qui il s'agit d'une tentative de « nettoyer » la France, entendant par là que les autorités françaises refoulent des migrants n'ayant pas traversé la frontière avec l'Italie.

C'est dans ce contexte tendu que, le 11 juin 2015, la petite ville de Vintimille est devenue le théâtre d'une tentative d'expulsion par la police des migrants qui surveillait la frontière depuis plusieurs jours. Les migrants ne se laissent pas saisir et se déplacent sur les rochers de la côte afin de se soustraire aux mains des policiers. Deux jours après, une deuxième tentative s'organise, dans le but de transférer les migrants dans le centre d'accueil d'urgence situé à l'intérieur de la gare de Vintimille. Encore une fois, les migrants refusent d'être transférés, tout en demandant une solution politique.

Le fait que Vintimille soit un lieu de passage aussi bien qu'un lieu d'organisation et de résistance en fait un point fondamental dans un réseau qui va de Lampedusa jusqu'à Calais en passant par plusieurs « nœuds » dispersés partout en Europe.

Cette nouvelle tentative de résistance peut être considérée comme le jour de la naissance du camp autogéré *Presidio permanente no border* de Vintimille.³

3. <https://noborders20miglia.noblogs.org/> Il s'agit d'un campement autogéré dans la zone de Balzi Rossi, juste à côté de la mer. Le camp est constitué de tentes, de toilettes, d'une grande cuisine collective, d'un point info et d'un point d'assistance juridique.

Des dizaines d'activistes solidaires se rendent à Vintimille dans les jours qui suivent. Le Presidio s'organise avec des cuisines, des tentes, des douches, des toilettes et tout le nécessaire pour permettre à ceux qui y passent de s'y arrêter. Le fait que Vintimille soit un lieu de passage aussi bien qu'un lieu d'organisation et de résistance en fait un point fondamental dans un réseau qui va de Lampedusa jusqu'à Calais en passant par plusieurs « nœuds » dispersés partout en Europe. Si la fixation et la mobilité forment une dialectique au cœur de l'expérience du Presidio, une autre dyade visibilité/invisibilité caractérise l'action des migrants. L'exigence de se rendre visibles est politiquement évidente et fondamentale, c'est pourquoi beaucoup de manifestations « symboliques » sont mises en place. Parallèlement, ils doivent se rendre invisibles pour pouvoir traverser la frontière.

Vintimille devient aussi le théâtre de la mise en place de différents dispositifs de contrôle, de sécurisation et de criminalisation des migrants et des activistes solidaires. D'un côté la solidarité est réprimée à travers des instruments tels que l'institution d'un « crime » de solidarité et l'usage des *fogli di via* (feuilles de route), aussi bien qu'à travers une criminalisation médiatique ; de l'autre les migrants sont constamment fouillés, transférés d'un côté à l'autre de la frontière, et des contrôles systématiques sont effectués dans les trains. L'un des objectifs des pratiques de contrôle auxquelles on assiste à Vintimille est le « déplacement » des scénarios du conflit hors du centre de la ville touristique et de la frontière sur laquelle les migrants exerçaient une forte pression. Ainsi, la répression s'effectue aussi à travers des refoulements continuels des migrants depuis Vintimille

vers les hotspots dans le Sud de l'Italie ou ailleurs. Cette politique de déplacements aura comme point culminant les déportements directs advenus en août 2016 vers le Soudan⁴.

Cet article a pour objet d'analyser cette dynamique à plusieurs entrées, entre politiques de protection et politiques de déplacement, incluant la criminalisation de la solidarité, car la structure précise des politiques d'accueil des migrants n'est ni simplement humanitaire ni simplement répressive.

● Politiques de protection

En juillet 2015, le maire de la ville de Vintimille, Enrico Ioculano, a interdit par une ordonnance la mise en place de tout système de distribution de nourriture aux migrants au prétexte que seule la Croix rouge était autorisée à fournir l'aide aux migrants⁵. Cette ordonnance établit donc une distinction entre une solidarité autorisée et une solidarité à criminaliser. En réponse au maire, le *Presidio permanente* a continué à délivrer les repas de la cuisine du camp auto-organisé. La criminalisation médiatique des activistes désignés comme *no border* ne s'est pas fait attendre : le jour où 300 migrants ont quitté le centre de la Croix rouge après plusieurs mois de mobilisation, en marchant tous ensemble vers la frontière, les médias ont rapporté l'événement en dénonçant la responsabilité des *no border* dans les conflits avec les migrants, et en soulignant la manière dont ils auraient incité ces derniers à se révolter. Pour la police, ce sont les *no border* qui auraient organisé la manifestation. De même, le quotidien *La Stampa* publie un article, intitulé « Armes et cortèges : voici l'internationale *no border*. Un réseau anarcho-insurrectionnel européen à Vintimille en faveur des immigrés », où l'on peut lire que certains activistes auraient appris des techniques de guérilla en Syrie aux côtés des militants kurdes⁶.

Ces déclarations montrent de manière assez exemplaire que la criminalisation des activistes *no border* permet de réduire la portée politique des révoltes des migrants eux-mêmes. Ce processus de criminalisation de la solidarité vise en effet non seulement à limiter le niveau du conflit en place mais aussi à faire circuler une image négative du migrant ou du réfugié, et une certaine *praxis* de l'accueil dont la structure relève des racines coloniales des politiques de protection. Réduire l'action politique des migrants à l'intervention « cachée » des activistes blancs solidaires dévoile un présupposé non explicite qui constitue pourtant la base des politiques de protection : l'idée est que les migrants ne sont pas en mesure de contester l'accueil qu'on leur « offre », car leur condition

4. En août 2016, 48 migrants sont refoulés directement à Karthoum au Soudan. Il s'agit de la première expulsion collective directe de ce genre de la part de l'Italie.

5. Ordinanza 129/2016, Città di Ventimiglia.

Réduire l'action politique des migrants à l'intervention « cachée » des activistes blancs solidaires dévoile un présupposé non explicite : l'idée que les migrants ne sont pas en mesure de contester l'accueil qu'on leur « offre ».

6. *La Stampa*, 10 août 2016, <http://www.lastampa.it/2016/08/10/italia/cronache/armi-e-cortei-ecco-linternazionale-no-borders-rb6Y7lhKhfh93GzKeHrtK/pagina.html>

de victimes et de demandeurs de protection suppose leur disponibilité presque totale à accepter les conditions dans lesquelles ils se trouvent.

Il convient, à ce propos, d'ouvrir la réflexion aux changements relatifs au discours sur le droit d'asile en Europe, et ses effets sur les politiques européennes de migration. Comme nous l'avons montré plus haut, l'accès

au statut de réfugié est aujourd'hui de plus en plus difficile et le nombre de ceux qui l'obtiennent est nettement inférieur au grand nombre de ceux qui en sont exclus. Malgré la centralité de ce processus d'exclusion, il me semble important de déconstruire les techniques de gouvernement mises en place pour attribuer l'asile. Un de ces mécanismes par lesquels on produit et reproduit certaines images des migrants et

Tout le processus de demande d'asile fonctionne sur la base du présumé que le demandeur doit pouvoir démontrer être vraiment victime ; condition sans laquelle le demandeur ne peut être un « bon réfugié ».

réfugiés concerne les récits que les migrants sont censés faire dans le cadre des commissions territoriales déléguées au jugement de leur statut : l'obtention de la protection internationale n'est pas tant liée à la production de discours « vrais » qu'à celle de « bons » discours, c'est-à-dire « un récit cohérent de l'expérience migratoire qui puisse s'insérer dans un des « profils de mobilité » établis par les politiques migratoires »⁷.

Tout le processus de demande d'asile fonctionne sur la base du présumé que le demandeur doit pouvoir démontrer être vraiment victime ; seule une violence ou un risque subi personnellement par le demandeur sont désormais considérés comme une bonne cause pour la reconnaissance du droit à la protection internationale. Cette performance de victime apparaît comme une véritable condition sans laquelle le demandeur ne peut être un « bon réfugié ». Et c'est ce mécanisme que l'on nomme « politique de protection »

« La victimisation des réfugiés, qui légitime le Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies et de multiples autres acteurs en tant que protecteurs, permet également de comprendre la dimension autoritaire du régime de protection existant. Nous utilisons le terme « autoritaire » afin de souligner le fait que, bien que le régime de protection des réfugiés soit un régime humanitaire, il ne peut apporter de soutien qu'aux personnes qui s'y soumettent et se comportent de la bonne façon. Ce régime est plein de prescriptions spécifiant comment les « bons » réfugiés doivent se comporter afin d'être éligibles à la protection : se rendre dans l'Etat le plus proche, rester dans des camps, coopérer pleinement avec les autorités, accepter leurs décisions quelles que soient leurs propres traditions et quitter le pays volontairement en cas de rejet de leur demande »⁸.

Ce processus à l'œuvre au moment de la demande d'asile reste en vigueur tout au long de la durée de l'accueil et des politiques qui en découlent.

7. M. Tazzioli, *Condotte di non-verità. Biografie irregolari e confessione senza verità nel governo dei rifugiati*, in Brindisi, Cremonesi e al. (2014), *Foucault e le genealogie del dir-vero*, Cronopio, Napoli.

8. M. CASAS-CORTES, S. COBARRUBIAS, et al. 2016. "New Keywords. Migration and Borders", Cultural Studies, Volume 29, 2015.

Ce qui est en jeu dans l'expérience de Vintimille, c'est d'un côté la reproduction des dispositifs disciplinaires qui relèvent des politiques de protection, de l'autre l'articulation entre celles-ci et la répression et la criminalisation de la solidarité. Ces deux processus sont deux revers de la même médaille, car criminaliser les solidaires signifie, dans ce contexte, réduire encore une fois le rôle des migrants à celui d'agents passifs. De plus, comme nous l'avons vu, l'administration de la vie des migrants, abordée ainsi, produit le silence à la place de la prise de parole, tout en validant une politique que nous appellerons de « gratitude », qui fait que toute protection doit être « méritée ». Le mérite, c'est la performance du « bon réfugié », celui qui reste à sa place, qui ne dépasse certaines limites, pour reprendre les mots de Fanon⁹. Enfin, la protection dont on parle est une et une seule, c'est-à-dire celle prescrite par l'État et par les organisations déléguées. Aucune forme d'autodétermination et donc d'auto-organisation n'est tolérée. Ainsi, la solidarité devient un obstacle au gouvernement des vies des migrants aussi bien qu'un potentiel crime. Le fait que les migrants puissent contester les politiques d'accueil qu'on leur réserve s'avère être l'impensé et l'impensable de ces mêmes politiques.

9. F. FANON, *Les damnés de la terre*, 1961 éd. La Découverte, 2002.

● Politiques de déplacement : hotspots et *fogli di via*

Les formes de criminalisation de la solidarité, entremêlées à la répression des luttes des migrants sont aussi très évidentes dans la gestion de l'espace public. Cela concerne aussi les différentes tentatives de déplacements des sujets en conflit.

Dans le cas de Vintimille, on a d'abord assisté, après l'expulsion du *Presidio permanente*, au déplacement du centre de la Croix rouge dans un lieu éloigné de la côte touristique et du centre-ville. Mais la politique de déplacement a aussi consisté dans le déplacement physique des migrants, renvoyés dans les hotspots du sud de l'Italie ou même, comme il est arrivé au mois d'août, au Soudan.

Il se trouve en effet que Vintimille est devenu un point chaud au sens où la gestion des mouvements des migrants telle qu'elle y est abordée relève de l'approche générale des hotspots telle qu'elle est définie par l'Union européenne. Définie dans l'agenda européen des migrations publié en mai 2015, l'approche hotspot vise à développer un système rapide d'identification et relocalisation des migrants lors de leur première arrivée dans les pays frontaliers (en particulier l'Italie et la Grèce). De fait, les hotspots sont aujourd'hui des nouveaux centres de retentions dont le statut reste très débattu à cause des nombreuses irrégularités et violences qui ont été dénoncées¹⁰. Si la stratégie des hotspots est supposée accélérer la procédure de demande d'asile, dans des lieux contestés comme celui de Vintimille les politiques italiennes

Les hotspots sont aujourd'hui des nouveaux centres de retentions dont le statut reste très débattu à cause des nombreuses irrégularités et violences qui ont été dénoncées.

10. A ce propos voir Amnesty International, (2016) "Hotspot Italia: come le politiche dell'Unione europea portano a violazioni dei diritti di rifugiati e migranti".

et européenne ont visé principalement à éviter les rassemblements des migrants.

Ce dispositif de conversion d'une approche de protection en action de répression se retrouve dans le cadre des politiques qui visent à réprimer la solidarité tout en la criminalisant. Je me réfère particulièrement à l'usage de *fogli di via* qui a été expérimenté de manière massive à l'encontre des activistes européens à Vintimille.

Le foglio di via est une mesure habituellement appliquée à ceux dont le style de vie peut faire penser qu'ils sont engagés dans des activités

criminelles et à ceux qui peuvent mettre en danger l'intégrité physique et morale des mineurs, la santé ou la sécurité publiques. La mesure prévoit que la personne se trouvant dans un lieu différent de celui de sa résidence peut en être éloignée pour une période inférieure à trois ans.

Dans le cas de Vintimille, la mesure a été appliquée de manière

massive envers les activistes présents sur le lieu, et des dizaines de *fogli di via* ont été attribués. Selon les déclarations des activistes touchés par cette mesure, les conditions d'applications ont été des plus diverses : pendant des manifestations aussi bien que dans des situations très détendues où quelqu'un était tout simplement en train de marcher avec de la nourriture. La façon dont cette sanction est appliquée est d'autant plus arbitraire qu'elle cible et frappe toute personne identifiée sur le sol de la commune au moment de n'importe quel contexte tendu. C'est ainsi que le 19 août le TAR (*tribunale amministrativo regionale*) a supprimé les premiers *fogli di via*, considérant qu'ils constituaient une mesure excessive qui violait la liberté de circulation.

Ce qui émerge de cette mesure est l'usage d'une sanction destinée à limiter les tensions et conflits dans l'espace public et particulièrement dans ce cas, de réduire le soutien des activistes aux migrants, en rendant impossible la pérennité d'une expérience telle que celle du *Presidio* auto-organisé. L'entrelacement des mesures répressives adoptées envers les migrants afin de les déplacer de la frontière et des politiques destinées à rendre impossible la présence des activistes et la pérennité des rassemblements sur place montrent encore une fois que ce qui est en jeu dans la criminalisation de la solidarité est un modèle de gestion des migrations et des frontières qui ne peut pas admettre ni tolérer le niveau de conflictualité produit à Vintimille.

● Conclusion : les migrants peuvent-ils s'exprimer ?

« Solidarité » est un terme qui a été au centre du débat tout au long de l'été de la crise migratoire. Évidemment les signifiés attribués au thème de la solidarité sont très différents selon les acteurs qui en parlent et

Ce dispositif de conversion d'une approche de protection en action de répression se retrouve dans le cadre des politiques qui visent à réprimer la solidarité tout en la criminalisant.

leur position. Ainsi, on a entendu parler de solidarité dans le cadre du débat au sein de l'Union européenne : dans ce cas, on en appelle à la solidarité afin de partager le « fardeau » représenté par la pression des migrants sur les pays frontaliers. Mais on en appelle aussi à la solidarité dans le cadre du discours humanitaire. C'est également ce terme qu'utilise l'agence Frontex en charge des missions maritimes et frontalières. Aujourd'hui le processus de criminalisation de la solidarité qui a été décrit dans cet article a atteint un tel niveau en Italie que, comme nous l'avons vu cet été, mêmes les ONG actives dans la mer Méditerranée ont fait l'objet d'une campagne visant à réprimer leur présence sur les côtes. Ces différents signifiés investissent le cadre général des politiques migratoires de l'Union européenne. En ce sens, la criminalisation de la solidarité n'est pas un cas exceptionnel mais plutôt un phénomène structurel qui s'insère dans les objectifs visés par la gouvernance des migrations. La criminalisation de la solidarité a pour cible, en réalité, les migrants et leurs rôles dans l'espace public, ainsi que leurs formes d'auto-organisation. Ainsi ni la solidarité humanitaire autorisée, ni celle auto-organisée que l'on a vue à Vintimille ne peuvent être comprises en dehors de ce cadre politique. C'est ce cadre politique qui implique, d'un côté, la remise en questions des politiques humanitaire et de « protection » des migrants et de l'autre la possibilité de reconnaître l'activisme des migrants contre les politiques européennes. Le fait de criminaliser la solidarité produit une rhétorique qui vise à délégitimer les revendications des migrants et qui donc reproduit une image du migrant et du réfugié en tant que victime disposée à accepter quoi que ce soit pour sauver sa vie. Cela est, en effet, un présupposé de toute politique de protection et soutient la structure même de l'accueil « humanitaire ».

L'expérience de Vintimille, parmi d'autres exemples de solidarité active et de mobilisation des migrants tout au long de l'été 2015 et par la suite, a eu pour effet de mettre en crise ce modèle. Les migrants qui ont traversé et construit le *Presidio permanente* et les autres expériences d'occupation de l'espace public et d'auto-organisation ne sont pas restés à leur place. Leur résistance et le refus d'accepter la protection que l'Europe leur donnait constitue l'impensable des politiques de protection.

● Epilogue

Le *Presidio permanente* a été évacué et expulsé en septembre 2017. Toutefois les luttes à Vintimille ne se sont pas arrêtées et peu après les migrants se sont rassemblés à nouveau face au centre de la Croix rouge ouvert à Parco Roja. Ce nouveau rassemblement a fait l'objet d'une opération de la police. Des nouveaux collectifs sont toutefois nés et les luttes des migrants ne s'arrêtent toujours pas. ●

La criminalisation de la solidarité a pour cible, en réalité, les migrants et leurs rôles dans l'espace public, ainsi que leurs formes d'auto-organisation.